

ERRARE HUMANUM EST, PERSEVERARE DIABOLICUM

Ce vieux dicton latin, qui signifie : « se tromper est humain, mais persévérer dans l'erreur est diabolique » peut s'appliquer parfaitement à la politique économique de la France menée par l'actuel gouvernement.

Deux exemples parmi d'autres : on annonce « une baisse » des dépenses publiques, mais il s'agit en fait d'une hausse, (mais moins importante que lors des années précédentes), de ces dites dépenses, qui explique pourquoi la part des dépenses publiques dans le PIB continue à augmenter pour atteindre 57 % à la fin de 2013, record absolu pour les pays industrialisés. Autre mensonge : l'annonce d'une pause fiscale pour les entreprises, démentie par le projet de taxe sur l'E.B.E. (Excédent Brut d'Exploitation) particulièrement stupide puisqu'il consiste à taxer le plus lourdement les entreprises qui investissent¹. Face à la stupidité d'un tel impôt, le projet a été rapidement retiré, mais serait remplacé par une surtaxe « temporaire » (soi-disant) de l'impôt des sociétés, qui est déjà le plus élevé des pays industrialisés, à un moment où nos concurrents baissent le leur !

Compte tenu de ces décisions, le déficit public français atteindra 4,1 % à la fin de 2013, ce qui nous amènera à emprunter 100 milliards d'euros supplémentaires sur les marchés, entraînant par là-même notre taux d'endettement au-delà de 95 % du PIB à la fin de 2014.

Parallèlement, le gouvernement annonce une croissance de 0,5 % au deuxième trimestre 2013 ; mais dans le même temps, on constate une destruction de 28 000 emplois ! En fait, il s'agit d'une croissance « en trompe l'œil » due à une « production accrue du secteur public », à un certain restockage des entreprises et à une consommation d'énergie supplémentaire provoquée par un printemps rigoureux. En outre, des radiations opportunes de chômeurs de longue durée et « un bug » dans l'appareil statistique (Pole-Emploi) ont permis d'alléger le nombre de demandeurs d'emploi.

Conséquence : tous les voyants sont dans le rouge. Ainsi, le déficit commercial ne se résorbe pas, en raison du manque de compétitivité des entreprises françaises². La situation financière de celles-ci reste très médiocre : 28% de taux de marge, le plus bas niveau depuis 1985 ; 66 % de taux d'autofinancement au lieu de 88 % en 2000 ; une hausse des faillites de 4 % chez les PME, au cours de ces douze derniers mois³. Les derniers chiffres sont encore plus inquiétants, en ce qui concerne nos exportations, en baisse de 2 % au premier semestre de l'année. Cela explique nos mauvaises performances globales : notre balance courante⁴ présente un déficit de 2,8 % du PIB, alors que l'Allemagne dégage un excédent de 7,4 % et que nos deux autres principaux concurrents de la zone euro, l'Espagne et l'Italie, ont réalisé

¹ Dans la mesure où l'E.B.E. intègre « les amortissements », correspondant à de nouveaux investissements, plus l'entreprise investit, plus l'E.B.E. est élevé.

² Rappelons que si on part d'une base 100 en 1999, les coûts allemands ont augmenté de 11 % jusqu'en 2013 et les coûts français de 31 % pendant cette même période.

³ Cf. les chiffres publiés dans « Valeurs Actuelles », 5 septembre 2013.

⁴ Elle inclut la balance des services, en plus de la balance commerciale.

des exploits en quelques années : les Espagnols qui souffraient d'un déficit abyssal de 10,8 % du PIB en 2008 ont atteint un excédent de 0,8 % en 2013 et les Italiens qui présentaient un déficit de 3,8 % fin 2011 ont basculé vers un excédent de 0,7 % pour 2013. Là encore, il faudra financer notre déficit courant en empruntant sur les marchés (cf. mon précédent article sur « la France et ses deux déficits »).

Pour bien comprendre cette propension à persévérer dans nos erreurs, il faut faire un peu de sociologie. Pratiquement tous nos ministres et 60 % de l'Assemblée Nationale sont issus du secteur public. Beaucoup d'entre eux ont assuré des fonctions importantes dans des collectivités locales (mairies, Conseils Généraux, Conseils Régionaux etc...), où la pratique consiste à, d'abord identifier les investissements futurs et donc les dépenses y afférent et ensuite envisager les modes de financement, relativement ajustables, puisqu'il suffit d'augmenter les impôts pour rééquilibrer un budget sans avoir à demander l'avis des « contribuables » (les citoyens). C'est exactement à l'opposé du monde de l'entreprise, où on s'efforce d'assurer des revenus récurrents, avant de lancer de nouveaux investissements et où il est impossible d'accroître les revenus ad libitum⁵, en ajustant les prix de vente (les clients ne l'accepteraient certainement pas).

Pour terminer, on peut souligner que le problème de la France, c'est d'être gouvernée en majorité par « des fonctionnaires » (donc à l'emploi garanti). Leur préoccupation principale, c'est l'Etat et pas le monde de l'entreprise (qui assure l'essentiel de la « production » nationale). Les notions de « rentabilité », « d'innovation », de « concurrence internationale » leur sont totalement étrangères, de même que le concept « d'efficacité ». Juste un dernier exemple : l'Education Nationale. Nous chûtons dans tous les classements (le classement PISA pour les mathématiques, le classement PIRLS pour les compétences en lecture), mais nous allons continuer à recruter de nouveaux professeurs, portant à 1 050 000 le nombre de salariés de l'Education Nationale⁶, alors que le coût d'un élève en France est déjà supérieur de 18 % à celui d'un élève allemand. Cherchez l'erreur...

Bernard MAROIS

⁵ Sauf, éventuellement, pour une société en situation de monopole, ce qui est extrêmement rare. Même les entreprises publiques ou para-publiques sont amenées à prendre en considération la « logique économique » d'un marché concurrentiel.

⁶ A peu près équivalent au nombre de soldats de l'Armée Populaire Chinoise.